

Les crédits

êtes borné, pour ne pas faire de sectarisme, à la présenter.

Voici ce que dit la motion:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour ses politiques punitives et à courtes vues visant à éliminer les services de trains de voyageurs au Canada en dépit du fait que ces services sont essentiels au développement des collectivités dans toutes les régions du Canada.

Nous signalons cette motion à la Chambre parce que le gouvernement du Canada s'est lancé dans une politique à courtes vues qui, non seulement enlèvera aux Canadiens leurs services de trains de voyageurs à court terme, mais en plus aura des effets considérables et dévastateurs sur les collectivités touchées, et surtout privera les Canadiens de services ferroviaires dans les années 90, puis au XXI^e siècle.

Pourquoi dis-je cela? Parce que notre gouvernement, par une décision arbitraire contenue dans le budget fédéral, a décidé de réduire notablement les sommes fournies à VIA Rail pour assurer les services voyageurs au Canada. Le ministre des Transports (M. Bouchard) n'est pas dupe, ne nous y trompons pas. Je peux témoigner que le ministre des Transports est raisonnablement intelligent. Il est aussi raisonnablement politisé. Il n'est pas du genre à ignorer les conséquences de ses gestes. Ce n'est pas une marionnette entre les mains des fonctionnaires, sans aucune notion des conséquences de ses actions.

Pourtant, ce ministre n'arrête pas de répéter, à la Chambre, en comité, devant les caméras et devant le public: «Nous ne disons pas à VIA Rail ce qu'elle doit faire. Nous ne lui disons pas quel service elle devrait fournir. Nous ne lui disons pas quel service elle devrait supprimer. Nous disons simplement à VIA Rail que nous lui coupons les fonds. Pour le reste, elle peut faire ce qu'elle veut.» «Je peux vous assurer», dit ce ministre de son ton le plus menaçant, le plus honnête et le plus sincère, «que le gouvernement du Canada n'a pas pris pour cible des régions de notre pays, comme le Canada atlantique. Nous n'avons pas abandonné l'Ouest. Nous ne sommes pas revenus sur les promesses faites aux localités rurales d'un bout à l'autre du pays. Nous disons seulement à la société VIA Rail qu'elle a 500 millions de dollars de moins qu'auparavant. La façon dont elle se débrouille avec ce nouveau budget est sa responsabilité, pas la mienne ni la nôtre.»

Qu'un ministre considéré jusqu'à présent comme raisonnablement intelligent, averti et dévoué fasse ce genre de déclaration téméraire aux Canadiens est une insulte à l'intelligence de ces derniers. Disons-le bien clairement aujourd'hui que ce n'est pas un groupe stupide de bureaucrates anonymes appartenant à une société depuis longtemps disparue et occupant le dernier étage d'une tour d'ivoire en verre et en acier appelé VIA Rail, qui prend la décision d'abandonner le Canada rural. C'est le gouvernement du Canada et, plus précisément, le ministre des Transports qui est responsable des mesures qui sont prises aujourd'hui. Que personne ne s'y trompe.

Quelles sont exactement les conséquences de cette décision prise par le gouvernement? Pour que cela figure au compte rendu et que les Canadiens sachent de quoi nous parlons, il s'agit de la suppression de quelque 22 lignes. À l'Ouest, ce sont celles de Montréal-Sudbury, Toronto-Winnipeg-Calgary, Winnipeg-Edmonton, Victoria-Kootenay, au Québec, ce sont celles de Chaleurs-Gaspé, Québec-Mont Joli, Montréal-Sherbrooke, Côte-Nord et en Ontario, ce sont celles de Kingston-Toronto, Toronto-Sarnia, Toronto-Niagara, Toronto-London, Toronto-Havelock, Toronto-North Bay et Cochrane-Kapuskasing. Les lignes de l'Atlantique sont celles d'Halifax-Dartmouth, Halifax-Montréal, Halifax-Sydney, Halifax-Saint John, Moncton-Campbellton, Moncton-Edmundston et Moncton-Charlottetown. Puis il y a Calgary-Vancouver, Edmonton-Vancouver, le couloir entre Toronto et Montréal, Québec-Montréal-Hervey, l'ouest de Winnipeg et Winnipeg-The Pas. On n'a conservé que six des neuf lignes restantes desservant des localités isolées. On n'a augmenté qu'une seule ligne. Sur 35 lignes, 22 risquent d'être supprimées. Six doivent être réduites. Voilà la conséquence de la décision que le ministre des Finances (M. Wilson) a prise dans son budget.

J'ai commencé par dire que le gouvernement du Canada ne faisait pas que prendre une décision qui altère fondamentalement l'un des modes de transport importants de notre pays et abandonne des localités, surtout dans les régions rurales, mais qu'il compromettrait également l'avenir des Canadiens. Je l'ai dit parce que le ministre des Transports sait, tout comme le ministre des Finances, que l'ancien président de VIA Rail, Denis de Belleval, qui a été congédié, éliminé, atomisé, lâché par le ministre des Transports, était en train de mettre au